



Un homme menacé d'expulsion campe devant sa banque à Madrid, le 7 novembre. PHOTO DANIEL OCHOA DE OLZA. AP

Expulsions: les suicides font plier les banques espagnoles

Un moratoire gèle les saisies et le gouvernement promet une réforme du crédit hypothécaire, qui a mis des milliers d'Espagnols à la rue.

Par **FRANÇOIS MUSSEAU**
correspondant à Madrid

«**S**i tu m'enlèves ma maison, je dormirai à ta porte», a écrit sur une pancarte une femme qui, mise à la rue par sa caisse d'épargne, dort devant une de ses succursales, à Alicante. Même si cela arrive trop tard pour elle, le drame des saisies immobilières a été stoppé net, en tout cas en partie. Un moratoire de deux ans a été décrété lundi par l'Association espagnole des banques (AEB). Une décision qui fait suite à deux suicides en moins de quinze jours sous la menace des huissiers.

L'AEB, qui correspond au patronat du secteur bancaire, a suivi les injonctions du chef du gouvernement Rajoy, qui, vendredi, promettait «de tout faire pour juguler ce fléau social» et d'entamer sous peu une réforme de la loi sur le crédit hypothécaire. L'AEB a précisé agir pour des «raisons humanitaires» et «par responsabilité sociale», une façon de signifier qu'elle prend acte de la

colère citoyenne sans pour autant lui donner raison sur le fond. En outre, ce moratoire s'applique exclusivement aux «situations extrêmes», notamment lorsque tous les membres d'un foyer sont à la recherche d'un emploi – soit 1,6 million de familles – ou pour les personnes âgées.

DÉLIC. Chaque jour, ce sont des dizaines de familles qui sont expulsées, dont une grosse partie doit dormir sur des places publiques. Des reportages de télévision se font chaque fois davantage l'écho de cette tragédie. Mais le déclin, ce fu-

rent ces deux suicides de personnes sur le point d'être expulsés de leur domicile. Fin octobre, un célibataire s'est pendu dans son appartement de Grenade (Andalousie). Et le 8 novembre, alors que les huissiers s'apprêtaient à frapper à sa porte, Amaia Egaña, 53 ans, ancienne élue municipale, s'est jetée du quatrième étage de son immeuble de Barakaldo (Pays Basque), laissant un mari et deux enfants; employée depuis trente ans dans les transports urbains, elle devait à sa banque 216 000 euros. Dimanche, sa mort a provoqué des manifestations de colère dans plusieurs villes

aux cris de «*Banquiers assassins*», «*Stop au terrorisme immobilier*». Outre son caractère transitoire, la réaction des autorités est tardive.

La mort d'Amaia Egaña, surendettée, a provoqué des manifestations de colère dans plusieurs villes.

Avec l'éclatement de la bulle immobilière, en 2008, des millions d'Espagnols ont perdu leur emploi – le chômage est passé de 12 à 25% des actifs aujourd'hui –, ce qui a rendu souvent impossible le rem-

boursement des prêts contractés lorsque la conjoncture était bonne. En quatre ans, on a recensé environ 350 000 procédures de saisies immobilières, dont une moitié se sont traduites par des expulsions pures et simples. L'autre moitié correspond à des dossiers en cours, souvent interminables, les tribunaux étant débordés: ce sont ces affaires-là que le gouvernement Rajoy veut stopper, à la condition, a-t-il précisé, que les propriétaires «soient de bonne foi» et que le logement en question celui où vit habituellement la famille. En mars, la droite au pouvoir a obligé les banques à suivre un «code de bonne conduite», facultatif, qui n'a enrayer que 4 000 procédures.

CONTRER. D'autres ont été plus prompts à manifester leur rejet frontal à la législation actuelle, une des plus sévères d'Europe. Datant de 1909, celle-ci permet aux banques de saisir sans délai le logement, de le vendre aux enchères et d'exiger en sus une dette au propriétaire mis à la rue. A la faveur du mouvement des Indignés né le 15 mai 2011, des collectifs se sont mis en place dans tout le pays, pour contrer «cette loi inique» – à ce jour, ils ont pu bloquer 463 expulsions. Leur révolte, appuyée par 95% des Espagnols – selon un sondage publié dimanche par *El País* –, se base sur le fait que les achats immobiliers étaient assortis de chausse-trappes de la part des banques, «qui ont profité de l'ingénuité et de l'ignorance des gens». Selon l'association de consommateurs Adicae, nombre de prêts étaient accordés «sans aucune garantie, parfois à hauteur de 120% de leur valeur». Les collectifs réclament la solde de toute dette avec la restitution du logement, et la reconversion du parc de logements vides des banques en «appartements sociaux à loyer modéré».

Plusieurs organisations se sont ralliées à leur cause, fustigeant la trentaine de banques et caisses d'épargne renflouées par de l'argent public, qui expulsent à tour de bras. En octobre, 42 juges ont recommandé «la modification de cette législation archaïque» et des dizaines de magistrats pratiquent l'objection de conscience, en obligeant telle banque à différer le remboursement du prêt ou à se contenter d'un

«loyer social». Pour punir Bankia – caisse d'épargne sauvée de la faillite par l'Etat –, la mairie de Santa Cruz, aux Canaries, a retiré 1,5 million d'euros. A Montoro, une bourgade de Cordoue (Andalousie), le maire a donné aux agents municipaux l'ordre de ne participer à aucune expulsion. Quant au SUP, le syndicat majoritaire au sein de la police, il a promis de soutenir les agents qui se refuseraient à accompagner des huissiers. Selon Javier Lopez, patron de CreditServices, une entreprise de consultants, «il y a six à sept millions de prêts immobiliers qui vont s'écrouler si les banques ne font pas un effort pour les refinancer». ◆

REPÈRES

«**Il est inacceptable qu'une banque recevant des aides publiques expulse [des citoyens] de leur logement.**»

Soraya Rodriguez élue socialiste

«**Selon la législation espagnole, le propriétaire jeté à la rue doit payer la différence entre le prix d'achat de son logement et celui de la mise aux enchères, souvent réalisée pour la moitié de sa valeur initiale. S'y ajoutent les intérêts et les arriérés.**»

«**Nous devons être du côté des plus faibles. Avec qui devons-nous être, avec les banques et les puissants?**»

Antonio Sánchez Villaverde
maire de Montoro